

**Politique étrangère - OTAN -
Etats-Unis - Russie - Union
européenne - Politique migratoire -
Entretien de M. Jean-Yves Le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, avec "BFMTV"**
(Paris, 13 juillet 2018)

Q - Notre invité ce matin, Jean-Yves Le Drian, ministre des affaires étrangères et de l'Europe, c'est important. Jean-Yves Le Drian bonjour.

R - Bonjour.

(..) Q - Vous rentrez de l'OTAN, du 26e sommet de l'OTAN,. Alors, beaucoup de choses dans ce sommet, et les accusations de Donald Trump,. Vous n'en n'avez pas assez de la mise en scène de Donald Trump ?

R - Mise en scène... on connaît sa tentation de provocation, mais la réalité est que ce sommet s'est bien passé et cela était très important, parce que la sécurité collective, c'est notre sécurité. Le fait que les 29 se soient mis d'accord sur des orientations pour les deux ans qui viennent, d'ici le prochain sommet, c'est essentiel. Et le communiqué final a été validé par les 29, cela veut dire les Etats-Unis aussi.

Il y a donc eu des avancées, en particulier sur la prise en compte des nouvelles menaces, des nouveaux risques, que ce soit le risque terroriste, que ce soit la présence, parfois délicate, de l'intervention de Russes, en particulier la volonté expansionniste que l'on voit régulièrement de la part de la Russie, tout cela a fait l'objet d'accords.

Q - Vous croyez toujours à une volonté expansionniste de la Russie, vous pensez que la Russie est notre ennemi ?

R - Non.

Q - Pour l'OTAN, si.

R - Non, non. L'OTAN a des relations régulières avec la Russie, nous avons, avec la Russie, un dialogue ferme, on constate que la Russie a occupé la Crimée de manière illégale, on constate que...

Q - Même si la population, en Crimée, voulait être rattachée à la Russie ?

R - On ne rompt pas des traités comme cela, et par ailleurs, sur l'Ukraine, la posture de la Russie est quand même sujette à caution et à discussion, nous avons des désaccords avec la Russie sur l'usage de l'arme chimique, nous avons un certain nombre de désaccords, mais nous voulons garder le dialogue, un dialogue ferme, mais un dialogue qui existe, qui se maintient. L'OTAN n'est pas l'ennemi de la Russie, l'OTAN est un outil de sécurité collective, c'est un outil pour se protéger de nous-mêmes, et il est très important parce que...

Q - Se protéger de qui ?

R - De tous les risques, de toutes les menaces, et l'essentiel de l'OTAN est qu'il y a un article 5, que vous connaissez, dans le traité de l'Atlantique Nord de 1949, qui dit : lorsqu'un des 29 - puisque nous sommes 29 - est menacé, ou même est agressé, par un tiers, l'ensemble des autres doit être solidaire.

Q - Si la Turquie est agressée par un tiers, nous allons au secours de la Turquie ?

R - Ce sont les 29, mais pour l'instant cela n'a pas eu lieu.

Q - D'accord, mais si cela a eu lieu, nous allons au secours de la Turquie ?

R - C'est sa protection, ils y sont.

Q - Nous sommes engagés par le traité ?

R - Si d'aventure un pays agressait un des membres, agressait la France, les autres doivent répondre. Et, c'est arrivé une fois, et on l'oublie, l'utilisation de l'article 5 est arrivé une fois dans l'Histoire, depuis 70 ans, c'est arrivé pour soutenir les Etats-Unis, on l'a rappelé hier au président Trump, parce qu'après les attentats...

Q - Le président Trump qui avait oublié.

R - ...après les attentats du 11 septembre, les Etats-Unis, justement, ont fait valoir la référence à l'article 5 à savoir que l'ensemble des pays doit se porter solidaire de celui qui est agressé et...

Q - Solidaire en Afghanistan.

R - Et cela a donné l'Afghanistan.

Q - Avec la réussite que l'on connaît, franchement....

R - Oui, mais néanmoins la solidarité a été au rendez-vous.

Q - Oui, d'accord, la solidarité, mais est-ce qu'on a intérêt, encore, à être membre de l'OTAN ?
Je vous pose simplement la question.

R - C'est notre sécurité, c'est notre sécurité et c'est la sécurité de l'Alliance Atlantique, c'est le fait que l'ensemble des 29 membres, si l'un des leurs était agressé, assureraient la sécurité.

Q - Avec un donneur de leçon qui nous dit "c'est moi qui finance, les autres ne donnent rien..."

R - Le président Trump a fait quelques déclarations un peu tonitruantes hier, mais la réalité est que les pays membres de l'OTAN ont décidé, depuis 2014, de renforcer leur effort de défense.

C'est vrai qu'à la fin de la Guerre froide il y avait eu une forme de tentation de faire en sorte que les dividendes de la paix permettent de réduire l'effort de défense. Depuis des risques nouveaux sont apparus, la montée de puissances, le développement du terrorisme. En 2014, les membres de l'OTAN, mais ce n'était pas Trump, c'était Obama à l'époque, ont décidé, dans leur sommet au Pays-de-Galles, de faire remonter leur effort de défense à 2% en 2024, et l'ensemble des membres ont décidé de faire cet effort, et cela a été confirmé hier, nous serons à 2%, globalement, en moyenne...

Q - Nous, nous la France, mais l'Allemagne non.

R - L'Allemagne a simplement...

Q - Du retard.

R - Oui, mais a fait progresser singulièrement sa participation à l'effort de défense.

Q - Mais alors, c'est bien d'avoir fait cette course à l'armement ?

R - Ce n'est pas une course à l'armement, il ne faut pas raisonner comme cela.

Q - Ah bon !

R - La question qui s'est posée en 2014, qui se repose à chaque sommet de l'OTAN, est : quelle est la nature des menaces que nous avons devant nous, quels sont les risques, quels sont les éléments essentiels de notre propre sécurité ? Parce que l'OTAN nous a permis de vivre en paix depuis 70 ans, il faut quand même le rappeler, et en fonction...

Q - Le rappeler à Donald Trump aussi.

R - Et aux Français, aussi.

Q - Et aux Français, oui.

R - L'OTAN nous a permis d'être en paix pendant 70 ans, mais il faut à chaque fois réévaluer les risques et les menaces. Et là, en 2014, cela a été répété en 2016, cela a été répété hier, nous considérons que si l'effort des pays membres de l'Alliance permet d'atteindre 2% du produit intérieur brut, pour l'effort de défense, cela permet de juguler les risques et les menaces, cela permet à l'OTAN de fonctionner, et pourquoi aller au-delà si à 2% on a cet objectif-là, mais il faut aller à 2%.

Et chacun, hier, dans une explication de gravure, dont on a fait beaucoup l'écho, mais cette explication a été franche, tout le monde a dit "voilà les efforts que je fais pour arriver à cet objectif-là." La France sera au rendez-vous, le président de la République doit valider aujourd'hui la Loi de programmation militaire qui a été débattue au Sénat et à l'Assemblée nationale, qui fixe les objectifs de la défense de notre pays pour six ans, et cet objectif-là sera atteint, et l'objectif des 2% pour la France sera atteint. Mme Parly a fait, dans ce domaine-là, un travail considérable.

Q - Mais, Jean-Yves Le Drian, pardon, mais Donald Trump répète "nous protégeons l'Allemagne, nous protégeons la France", bon, cela, vous avez répondu, mais "l'Allemagne est totalement" - pardon - "contrôlée par la Russie", il veut un Brexit dur, il fait la leçon à Angela Merkel, il fait la leçon à Theresa May. Est-ce que nous allons supporter, est-ce que vous supportez, vous, ces leçons de monsieur Trump, franchement ?

R - Je sors de la partie militaire, si vous voulez bien...

Q - Oui, sortons de la partie militaire.

R - Parce que de ce côté-là je crois que les choses ont été claires, même si...

Q - Mais quand il fait la leçon à Theresa May sur le Brexit ?

R - Je vais y venir ; même si, sur la partie militaire, il faut reconnaître que depuis 2014 le rapport de financement de l'effort de défense entre les alliés et les Etats-Unis s'est inversé et

commence à se rééquilibrer, il faut quand même le dire, et si les engagements de relèvement de l'effort de défense ont été faits, depuis 2014, et non pas sur les injonctions du président Trump hier, c'était déjà engagé et il a considéré que le sommet de l'OTAN était un bon sommet, c'est ce que nous disons aussi. Mais, sur le reste, je pense que le président Trump est très cohérent, contrairement à ce que je peux lire ici ou là.

Q - Oui, il veut diviser l'Europe.

R - C'est plus que cela, il est très cohérent depuis le début. Il considère que seul le rapport de forces paye, et que toute considération extérieure à ce rapport de forces d'un pays à un autre ne doit pas être respectée et retenue. Si bien que, depuis qu'il est à la tête des Etats-Unis, il entreprend une forme de déconstruction de tous les outils, qu'on appelle multilatéraux, tout ce qui fait l'organisation de la vie en commun de la planète, pour être seul à décider de sa relation avec...

Q - Est-ce qu'il veut diviser l'Europe ?

R - Avec tel ou tel, et cela passe aussi par la destruction de tous les outils de coopération...

Q - Mais est-ce qu'il veut détruire l'Europe, diviser l'Union européenne, détruire l'Union européenne ?

R - Il remet en cause l'accord sur le climat, il remet en cause l'accord sur l'Iran, il remet en cause y compris des modes de fonctionnement des Nations unies, et il ne supporte pas qu'il y ait un ensemble qui s'appelle l'Union européenne qui soit solidaire et déterminé, et de cette manière il prend à l'égard de l'Europe des initiatives, en particulier dans le domaine commercial, visant à la déstabiliser, mais l'Europe ne se laisse pas déstabiliser.

Je prends l'exemple du conflit commercial que nous avons aujourd'hui. Le président Trump a décidé de prendre des mesures de douane, sur l'acier et sur l'aluminium, qui pénalise a priori, et d'abord, ses propres alliés qui sont les alliés européens membres de l'OTAN, mais il le fait. L'Europe a réagi, l'Europe a réagi en prenant des contre-mesures, à l'unanimité, pour dire aux Etats-Unis "nous ne nous laisserons pas faire, en tout cas nous ne voulons pas discuter sous la pression et sous la menace."

Si demain il décide de mener les mêmes politiques, les mêmes offensives, à l'égard de l'automobile, l'Europe réagira de la même manière. Donc nous ne sommes pas aujourd'hui dans une guerre commerciale, mais cela commence à y ressembler, et pour cela il faut une Europe forte, une Europe déterminée.

Q - L'Europe n'a pas besoin de Donald Trump pour se diviser, notamment sur la politique migratoire, l'Autriche préside l'Union, et l'Autriche plaide pour un système où aucune demande d'asile ne sera déposée sur le sol européen.

R - Il y a eu un cadre qui a été décidé par le Conseil européen il y a quelques jours, avec les chefs d'Etat et de gouvernement, qui fixe la manière dont l'Europe doit prévoir sa politique migratoire.

Q - Il y a des déclarations.

R - Il y a des déclarations, mais il n'y a pas...

Q - Du chancelier autrichien, on parle même d'un axe, un axe avec l'Allemagne, franchement, cela vous fait froid dans le dos ou pas ?

R - Cela peut faire froid dans le dos, mais je remarque, par rapport aux initiatives autrichiennes, que la succession ou l'addition de replis, comme on le voit pour l'Italie, comme on le voit pour l'Autriche, comme on peut le sentir aussi parfois par certaines déclarations du ministre de l'intérieur allemand, l'accumulation, la succession, l'addition de replis, ne permet pas de faire une politique, parce que dès que l'Italie s'interroge sur la possibilité de travailler avec d'autres pour accueillir des migrants, et en particulier pour le respect du droit d'asile, elle se trouve confrontée, y compris par les populistes, à un refus.

Donc la question migratoire ne peut se régler que par la coopération, elle ne peut se régler qu'en mettant en place...

Q - Et pas avec des solutions nationales.

R - Et pas avec des solutions nationales...

Q - L'Europe des nations que prônent tous ceux qui sont les adversaires de l'Union européenne.

R - Avec des solutions coopératives, parce que cela ne marche pas.

Q - Mais c'est ce que veut l'Autriche.

R - Oui, mais...

Q - C'est ce que veut la Pologne, c'est ce que veut la Hongrie.

R - Le cadre actuel a été défini, au niveau de l'Union européenne, par un accord général. Tout le monde s'attendait à ce qu'il y ait l'explosion dont vous parliez à l'instant, elle n'a pas eu lieu.

Lors du dernier sommet, tout le monde s'est mis d'accord sur le triptyque indispensable pour régler la crise migratoire, à la fois le fait de renforcer nos frontières, à la fois le fait d'avoir, à l'égard des pays d'origine, une politique de développement et de soutien très significative, et d'avoir aussi des centres de transfert pour permettre d'identifier ceux qui peuvent bénéficier...

Q - Des plateformes dans les pays hors Union européenne, aucun pays n'en veut.

R - Il faut les mettre en oeuvre maintenant, c'est le cadre...

Q - L'Algérie n'en veut pas, le Maroc n'en veut pas, la Tunisie n'en veut pas.

R - Monsieur Bourdin, ce n'est pas automatiquement hors de l'Union européenne, c'est aussi pour accueillir à la fois les demandeurs d'asile qui doivent avoir le respect...

Q - Ils ouvriront quand ces centres ?

R - Maintenant, le rendez-vous est en octobre, les acteurs se sont mis à travailler, il y a eu une réunion des ministres de l'intérieur hier, il y aura d'autres réunions d'ici le mois d'octobre, pour aboutir à une solution qui soit à la fois une solution de responsabilité, parce que nous devons assurer la maîtrise migratoire, mais aussi une solution de solidarité, parce que tous les pays européens doivent être acteurs de cette politique, et aussi une solution humaine, parce qu'il faut respecter aussi les migrants.

Q - Donc ces centres ouvriront l'année prochaine ?

R - Le plus rapidement possible.

Q - En France par exemple ?

R - L'hypothèse n'est pas encore retenue, il faut mettre en place les outils, et si possible...

Q - On a dit qu'on n'ouvrirait pas de centres en France, d'après ce que j'avais entendu.

R - Ce que nous avons fait, nous, c'est de faire en sorte que sur les pays d'origine et les pays de transit il y ait ces centres de transfert pour identifier ceux qui peuvent bénéficier du droit d'asile, n'importe qui ne peut pas bénéficier du droit d'asile, il faut être soumis à des contraintes...

Q - Donc le droit d'asile sera accordé hors frontières françaises ?

R - Cela ne peut pas être accordé hors frontières françaises, mais cela peut être identifié hors frontières françaises, pour qu'ensuite ils soient sécurisés pour le transfert. Mais la bataille essentielle, dans cette affaire, c'est aussi...

Q - Et donc il y aura des centres en France ?

R - Pour l'instant, la question ne se pose pas mais la bataille essentielle, c'est aussi la lutte contre les passeurs.

Q - Donc il n'y aura pas de centres en France.

R - Et là, il faut être extrêmement vigilant, extrêmement actif et extrêmement offensif parce que...

Q - Donc, vous confirmez : pas de centres en France.

R - Pour l'instant, la question ne se pose pas.

Q - Donc il n'y aura pas de centres en France pour l'instant. Peut-être un jour mais pour l'instant non. Donc ailleurs en Europe.

R - Les textes européens prévoient l'accueil des migrants dans les pays les plus proches et les premiers rentrants ont des responsabilités particulières, mais il faut que la solidarité européenne s'exerce aussi à l'égard de ces pays.

Q - Pour l'instant, il y a peu de pays qui ont accepté.

R - Oui, mais le débat est ouvert et le cadre a été fixé.

Q - À part l'Espagne et la Grèce. Même l'Italie n'en veut pas.

R - Il est indispensable que le cadre soit fixé. En tout cas, il faudra aboutir à ce sens.

Q - Jean-Yves Le Drian, les élections européennes se joueront en grande partie sur la question migratoire, vous pensez ? Franchement ?

R - L'élection européenne se jouera aussi sur le type d'Europe qu'on veut. Parce qu'on voit bien que par rapport aux grands défis qu'il y a devant nous : le défi terroriste - on en a parlé -, le

défi migratoire - on vient d'en parler -, le défi de la transition climatique - il faut en parler, elle est insuffisamment au centre du débat -, le défi numérique, le défi universitaire, le défi de l'innovation, la réponse ne peut être qu'européenne.

Il faut mettre ensemble les acteurs pour définir une Europe souveraine, une Europe qui n'a pas peur de sa puissance, une Europe qui sait faire valoir ses intérêts. Et on voit bien que toute tentative de sortir de l'Europe et d'exercer sa propre logique nationale aujourd'hui ne permet pas des résultats positifs. Regardez ce qui se passe en Grande-Bretagne où le Brexit qui était attendue comme une espèce de Messie permettant le redressement économique du pays aujourd'hui vire à la catastrophe. Donc il faut que les Européens soient conscients que l'enjeu est de faire en sorte que l'Union européenne soit une union forte, souveraine et qu'elle puisse être le point de stabilité aujourd'hui du monde.

Q - Quand on pense que Donald Trump désigne le futur Premier ministre anglais en parlant de Boris Johnson, c'est quand même... Pardon, enfin, vous aimeriez cela, vous, en France, non ?

R - Il faut que les Britanniques réagissent. Puisqu'ils sortent de l'Union européenne, c'est à eux de dire comment ils perçoivent cette initiative.

Q - Est-ce que vous pensez que la future élection européenne en France sera un référendum pour ou contre la politique conduite par Emmanuel Macron ?

R - Je ne crois pas qu'il faille la penser comme cela.

Q - Oui, mais est-ce que les Français ne vont pas voter pour ou contre ?

R - Le choix majeur qui va être posé, c'est : est-ce que nous voulons une Europe souveraine renforcée, une Europe qui protège, une Europe plus démocratique, une Europe plus unie ? Ou est-ce que nous voulons que chacun se replie sur soi ? Je pense qu'il y a un certain nombre de marchands d'illusions qui font croire que l'isolement est la bonne solution. Je pense que l'isolement est le début du chaos, surtout dans le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui où les tensions n'ont jamais été aussi fortes et où les instabilités n'ont jamais été aussi prégnantes. (...)

Q - Merci Jean-Yves Le Drian./.